

# Agir vite

921114

**A** LEUR TOUR les troupes britanniques sont intervenues dans la crise du Moyen-Orient. Dans la journée de jeudi des parachutistes venus de Chypre ont prouvé au roi Hussein que son appel à l'aide avait été entendu. L'opération, du point de vue militaire, est rondement menée et les leçons de Suez semblent avoir été méditées dans les états-majors.

Sur le plan du droit international l'intervention des troupes britanniques est aussi bien fondée que celle des Américains au Liban. Dans les deux cas le chef d'un Etat menacé a appelé à l'aide l'armée d'une nation amie. Sur le plan des motifs Londres a peut-être la conscience moins tranquille. En effet, ce qui pousse le président Eisenhower à envoyer des soldats sur les plages de Beyrouth est sans doute un ardent désir de maintenir un équilibre — aussi précaire soit-il — dans une région du monde où les problèmes politiques ont été si mal résolus au lendemain de la dernière guerre que l'on peut redouter à chaque instant qu'une nouvelle conflagration n'y prenne naissance. Les intentions du gouvernement de Londres sont « certainement » du même ordre, mais pas « uniquement » du même ordre. Depuis la chute de l'Empire ottoman la diplomatie anglaise a joué sur l'échiquier du Moyen-Orient une partie délicate et il semble que le joueur britannique, perdant en Iran lors de l'épisode Mossadegh, perdant aussi en Egypte lors de l'évacuation de la zone de Suez, n'ait jamais perdu l'espoir de rejouer les coups ratés.

Quels que soient les motifs qui ont incité M. Macmillan et ses ministres à une décision qui déchire profondément la conscience politique en Angleterre (voir à ce sujet en dernière page le téléphone de notre correspondant de Londres) l'action militaire en Jordanie pose de graves problèmes. Tout d'abord il doit être établi que les troupes envoyées par Londres ne sont là que pour appuyer le roi Hussein contre une tentative de renversement de son régime, tentative inspirée de l'étranger. Si les troupes britanniques devaient se trouver impliquées dans quelque aventure de reconquête de l'Irak ou dans une guerre entre troupes irakiennes et jordaniennes l'Union soviétique aurait beau jeu de provoquer une demande d'aide de la part du gouvernement républicain nouvellement établi à Bagdad et le conflit prendrait des proportions telles que l'on ne pourrait plus faire marche arrière sur le chemin qui conduit à la guerre mondiale.

Enfin, l'intervention anglaise ne trouve sa justification que dans les lenteurs des Nations-Unies. On ne peut qu'applaudir aux paroles du délégué soviétique au Conseil de sécurité, M. Sobolev, quand il déclare que « la situation se détériore si rapidement au Moyen-Orient que le Conseil doit agir vite ». Mais on n'oublie pas que ces propos sont tenus par celui-là même qui, devant l'assemblée de l'ONU, justifia en 1956 les massacres de Budapest en affirmant que l'Union soviétique avait été appelée par le gouvernement « légitime » de M. Kadar au secours de la Hongrie menacée par des « forces impérialistes ». Il n'en est pas moins vrai que chaque jour qui passe sans que le Conseil de sécurité ne décide de prendre la relève des Etats qui ont endossé la responsabilité d'un envoi de troupes au Liban et en Jordanie est un jour qui accroît le danger de conflit armé.

Une action rapide des Nations Unies est une nécessité, sinon la présence dans cette partie du globe de troupes anglo-américaines et de troupes soviéto-bulgares « en manœuvres » pourrait être l'occasion funeste d'un incident irréparable.

François Gross.

18.7.58

Gazette de Lausanne